

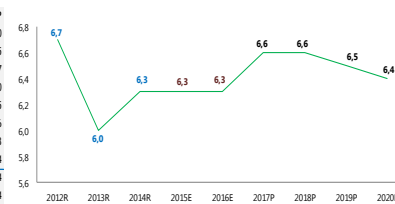
L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE DE LA ZONE UEMOA 2016

QUELQUES DONNEES MACRO-ECONOMIQUES EN ZONE UEMOA

PIB réel (variation annuelle en %)

Zones	2012R	2013R	2014R	2015E	2016E	2017P	2018P	2019P	2020P
Bénin	4,6	6,9	6,5	5,2	5,2	5,5	5,7	5,8	6,0
Burkina-Faso	6,5	6,6	4,0	4,0	5,0	5,7	6,0	6,5	6,5
Côte d'Ivoire	10,7	8,7	7,9	8,4	8,2	7,9	7,5	7,2	6,7
Guinée-Bissau	-1,8	0,8	2,5	4,8	4,8	5,0	5,0	5,0	5,0
Mali	-0,8	2,3	7,2	7,0	5,0	5,2	4,8	4,5	4,5
Niger	11,8	5,3	7,0	4,0	4,9	6,9	7,8	6,6	7,6
Sénégal	4,5	3,6	4,4	5,7	5,9	6,5	7,0	7,2	7,3
Togo	5,9	5,4	5,4	5,3	5,2	5,2	5,4	5,4	5,4
UEMOA	6,7	6,0	6,3	6,3	6,3	6,6	6,6	6,5	6,4
(nominal en Mds FCFA)	43,380	46,234	49,215	53,150	57,622	62,513	67,927	73,768	80,094

Source: Rapport du FMI N°16/96



Inflation (Indice des prix à la consommation en % du PIB)

Zones	2012R	2013R	2014R	2015E	2016E	2017P	2018P	2019P	2020P
Bénin	6,7	1,0	-1,1	0,3	2,0	2,3	2,6	2,8	2,8
Burkina-Faso	3,8	0,5	-0,3	1,0	1,6	2,0	2,0	2,0	2,0
Côte d'Ivoire	1,3	2,6	0,4	1,4	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
Guinée-Bissau	2,1	0,8	-1,0	1,5	2,6	2,8	3,0	3,0	3,0
Mali	5,3	-0,6	0,9	1,4	1,0	1,3	1,7	2,1	2,4
Niger	0,5	2,3	-0,9	1,0	1,5	1,5	1,8	2,0	2,0
Sénégal	1,4	0,7	-1,1	0,1	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
Togo	2,6	1,8	0,2	1,8	2,1	2,5	2,5	2,5	2,5
UEMOA	2,4	1,3	-0,1	1,0	1,7	1,8	1,9	2,0	2,0

Source: Rapport du FMI N°16/96



Balance des paiements en % PIB

Zones	2012R	2013R	2014R	2015E	2016E	2017P	2018P	2019P	2020P
Bénin	-9,5	-9,5	-9,3	-11,1	-11,2	-10,2	-10,5	-9,8	-9,6
Burkina-Faso	-7,2	-11,0	-7,9	-5,7	-5,2	-4,8	-5,4	-5,8	-5,2
Côte d'Ivoire	-1,2	-1,4	-0,7	-1,9	-3,5	-4,3	-4,3	-4,4	-4,5
Guinée-Bissau	-11,8	-7,4	-3,4	-0,9	-1,1	-2,6	-3,3	-4,5	-5,8
Mali	2,2	-2,8	-4,6	-2,8	-2,1	-3,2	-4,8	-5,2	-5,0
Niger	-14,7	-15,0	-16,0	-18,0	-17,3	-18,2	-16,7	-15,7	-14,3
Sénégal	-10,8	-10,4	-8,9	-7,8	-4,8	-5,0	-5,1	-5,2	-4,9
Togo	-7,5	-13,0	-12,8	-12,6	-10,1	-10,1	-10,0	-9,5	-9,3
UEMOA	-6,0	-6,8	-6,1	-5,6	-5,8	-6,2	-6,4	-6,4	-6,3

Source: Rapport du FMI N°16/96

Déficit budgétaire en % PIB

Zones	2012R	2013R	2014R	2015E	2016E	2017P	2018P	2019P	2020P
Bénin	-6,0	-2,4	-2,6	-8,1	-4,7	-4,3	-3,9	-3,9	-3,7
Burkina-Faso	-2,8	-2,7	0,4	-2,8	-3,0	-2,5	-2,5	-2,5	-2,5
Côte d'Ivoire	-1,7	-2,0	-3,2	-3,9	-3,6	-3,2	-2,9	-2,9	-2,8
Guinée-Bissau	-2,2	-1,8	-2,2	-2,9	-2,1	-2,4	-1,5	-1,3	-1,1
Mali	-0,5	-2,4	-2,9	-2,6	-2,8	-2,8	-2,5	-2,6	-2,6
Niger	-0,9	-3,2	-6,6	-8,9	-6,9	-4,6	-2,7	-2,2	-2,1
Sénégal	-5,8	-5,4	-5,0	-5,2	-4,3	-3,6	-3,1	-2,8	-2,6
Togo	-7,8	5,3	-6,4	-5,6	-6,4	-5,8	-5,5	-5,7	-5,8
UEMOA	-2,5	-3,0	-3,4	-4,6	-4,0	-3,4	-3,0	-2,9	-2,8

Source: Rapport du FMI N°16/96

Dettes publiques en % PIB

Zones	2012R	2013R	2014R	2015E	2016E	2017P	2018P	2019P	2020P
Bénin	26,8	25,4	30,9	37,5	39,2	39,9	40,8	41,5	42,0
Burkina-Faso	28,3	28,7	28,6	29,9	34,8	33,1	32,4	32,2	31,8
Côte d'Ivoire	44,5	43,6	47,0	50,3	47,3	46,1	44,9	43,9	43,6
Guinée-Bissau	52,1	53,6	55,0	52,2	47,8	45,8	44,3	41,1	41,9
Mali	25,0	25,7	30,7	35,8	36,0	36,6	37,1	37,6	38,2
Niger	21,8	22,1	30,7	40,1	43,3	44,8	44,2	43,5	42,3
Sénégal	42,6	46,7	54,1	55,7	60,0	56,2	51,2	45,5	41,8
Togo	49,0	51,2	57,5	61,9	61,1	63,1	61,6	60,2	60,2
UEMOA	36,5	37,3	38,9	44,7	45,3	44,3	43,2	42,0	41,3

Source: Rapport du FMI N°16/96

Investissement intérieur brut en % PIB

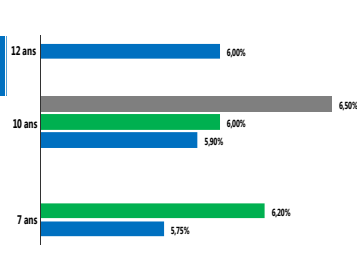
Zones	2012R	2013R	2014R	2015E	2016E	2017P	2018P	2019P	2020P
Bénin	22,7	28,5	25,0	27,8	28,7	27,6	27,8	27,9	27,9
Burkina-Faso	14,9	20,8	11,2	11,4	13,2	15,6	18,6	19,1	19,1
Côte d'Ivoire	16,5	17,0	16,8	18,4	19,9	20,8	21,3	21,7	22,4
Guinée-Bissau	7,3	7,0	10,8	11,2	12,2	12,4	12,7	12,9	12,9
Mali	18,7	25,4	32,6	39,5	42,1	43,6	46,4	47,6	48,2
Niger	39,5	40,2	40,2	42,1	40,3	40,5	39,4	37,9	33,9
Sénégal	29,6	28,1	25,9	26,5	27,1	27,3	26,5	28,3	28,3
Togo	23,8	23,6	23,5	24,2	25,6	24,3	23,8	24,1	24,1
UEMOA	21,5	23,7	22,7	24,7	25,9	26,6	27,2	27,5	27,8

Source: Rapport du FMI N°16/96

LES EMISSIONS DES TITRES PUBLICS EN 2016

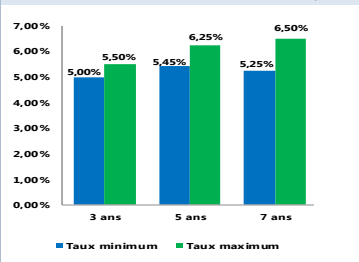
Obligations par APE

Etat/Institutions/Privés	Montant demandé	Montant souscrit	Taux	Durée
Côte d'Ivoire	120 000 000 000	125 475 600 000	6,00%	12 ans
Etat du Mali	65 000 000 000	100 000 000 000	6,20%	7 ans
Côte d'Ivoire	150 000 000 000	159 793 370 000	5,90%	10 ans
Sénégal (Sukuk)	150 000 000 000	200 000 000 000	6,00%	10 ans
Togo (Sukuk)	150 000 000 000	156 000 000 000	6,50%	10 ans
Côte d'Ivoire (Sukuk)	150 000 000 000	160 000 000 000	5,75%	7 ans
TOTAL	785 000 000 000	901 268 970 000		



Obligations Assimilables du Trésor

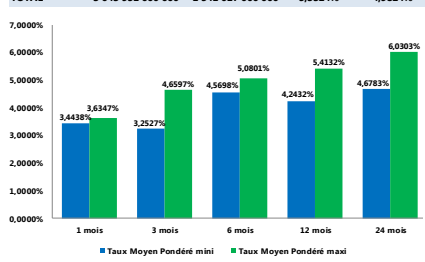
Etat	Montant des soumissions (FCFA)	Montants mobilisés (FCFA)	Moyenne des Taux (%)
Bénin	265 000 000 000	271 500 000 000	5,8200%
Burkina-Faso	165 000 000 000	165 000 000 000	5,7500%
Côte d'Ivoire	537 900 000 000	503 512 400 000	5,3429%
Guinée-Bissau	11 000 000 000	11 000 000 000	5,9500%
Mali	231 000 000 000	240 813 040 000	5,9500%
Niger	105 000 000 000	111 775 000 000	5,8333%
Sénégal	299 000 000 000	320 400 000 000	5,5800%
Togo	150 000 000 000	159 695 000 000	6,2000%
TOTAL	1 763 900 000 000	1 783 695 440 000	5,7470%



Source: RCFAD et Agence UEMOA Titres

Bons du Trésor

Etat	Montants sollicités (millions FCFA)	Montant retenu	Taux marginal moyen* (%)	Taux moyen pondéré* (%)
Bénin	90 000 000 000	95 500 000 000	5,5808%	5,3523%
Burkina-Faso	776 851 000 000	303 500 000 000	5,2743%	4,9714%
Côte d'Ivoire	1 271 046 000 000	516 718 000 000	4,4563%	4,2400%
Guinée-Bissau	25 000 000 000	27 300 000 000	5,6492%	5,3032%
Mali	248 366 000 000	112 000 000 000	5,6615%	5,1722%
Niger	135 000 000 000	138 610 000 000	5,5264%	5,0755%
Sénégal	195 000 000 000	201 758 000 000	4,4999%	4,2202%
Togo	302 688 000 000	145 631 000 000	6,0111%	5,5243%
TOTAL	3 043 951 000 000	1 541 017 000 000	5,3324%	4,9824%



Flash sur l'économie internationale

Croissance modérée de l'économie mondiale en 2016

La croissance mondiale a connu un ralentissement malgré les dépenses de consommation et l'activité immobilière relativement soutenues dans de nombreuses régions du monde. Bien que relativement forte, la croissance de la production chinoise est restée sur une trajectoire descendante. Un certain nombre de pays, dont les Etats-Unis, le Royaume-Uni et le Canada, ont à nouveau perdu de leur dynamisme. Confronté à une activité toujours modeste, le Japon a mis en place des assouplissements supplémentaires et la zone euro en a promis encore de nouveaux. La Russie, le Brésil et le Venezuela sont restés en proie à des récessions profondes, ayant aggravé les tensions économiques et sociales. Les pays émergents d'Asie en général et l'Inde en particulier ont affiché une croissance vigoureuse tandis que les économies en Afrique subsaharienne ont connu un ralentissement très prononcé (1,4% en 2016 contre 3,4% en 2015). Les marchés des produits de base sont demeurés sous pression durant toute l'année 2016, car le prix du pétrole brut avait atteint de nouveaux creux cycliques et fait baisser la performance des pays producteurs du monde entier. La plupart des indices du commerce mondial et du transport en vrac ont continué de témoigner d'un essoufflement. Les indicateurs d'aversion pour le risque et de volatilité des marchés financiers avaient grimpé d'un cran, contribuant ainsi à maintenir la fermeté du dollar américain et poussant les coûts d'emprunt à long terme encore davantage à la baisse. Partout dans le monde, les cours des actions ont sensiblement chuté, reflétant le repli synchronisé des bénéfices des sociétés et les perspectives de plus en plus préoccupantes entourant la croissance et la monnaie chinoises.

Selon le FMI, la croissance mondiale devrait donc être modérée en 2016 et ressortir à 3,1%, avant de rebondir à 3,4% en 2017.

Flash sur l'économie de la zone UEMOA

Croissance économique solide et inflation globalement maîtrisée

La région a connu une forte croissance ces dernières années, mais les réformes destinées à maintenir cet élan et à en faire bénéficier le plus grand nombre, ont manqué de vigueur. La situation sécuritaire est demeurée fragile, comme l'ont illustré les attentats au Mali, en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso. Ainsi, en dépit de la croissance économique moyenne de l'Afrique subsaharienne, plus lente que prévue, en raison de la faiblesse des prix des produits de base et des conditions de financement difficiles, l'activité économique est restée vigoureuse dans les pays de l'UEMOA. La croissance du PIB réel régional a été estimée par le Fonds Monétaire international (FMI) à 6,4% en 2015, sous l'effet des investissements en infrastructures en cours, de la forte consommation privée, et des campagnes agricoles favorables. L'inflation est restée maîtrisée, en raison de l'ancrage du taux de change et de l'évolution positive des termes de l'échange. Concernant l'inflation, la zone continue d'enregistrer une faible hausse des prix, conséquence du repli des denrées alimentaires et de la baisse des prix des services de transport. Ainsi, le niveau de l'inflation sur toute l'année 2016, a été estimé à 1,7%.

Le déficit budgétaire global a été essentiellement entraîné par les grands programmes en cours d'investissements publics. Les efforts des Etats membres de l'Union visant une meilleure consolidation budgétaire devraient se traduire par un recul du déficit budgétaire de l'Union de 4,6% du PIB en 2015 à 4% en 2016. Du fait de cette dégradation, le déficit régional dépasse de 2%, sa moyenne des dix dernières années.

La baisse des cours du pétrole a allégé les factures énergétiques de tous les pays de l'UEMOA, tandis que les cours du cacao et de l'arachide sont restés fermes, d'où une amélioration de la balance commerciale, notamment de la Côte d'Ivoire, première économie de la région. Cet impact de la baisse des factures énergétiques a toutefois été compensé par une forte augmentation des importations liées à l'investissement public et à la consommation privée. En conséquence, le déficit global des transactions extérieures courantes de la région s'est légèrement résorbé, passant de 6,1% à 5,6% de PIB entre 2015 et 2016. La position extérieure de l'Union est restée viable mais des vulnérabilités ont été encore observées.

Perspectives 2017-2020

Les perspectives dans l'UEMOA resteront positives.

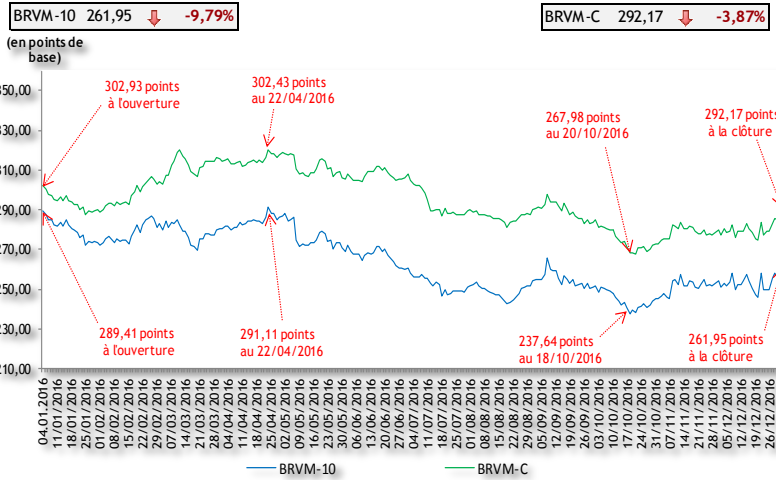
La croissance économique devrait rester supérieure à 6% entre 2017 et 2020, du fait de la persistance d'une forte demande intérieure et d'une augmentation de la production agricole. L'inflation devrait être également maîtrisée à moyen terme. Le déficit budgétaire global devrait progressivement se résorber, tandis que la dette publique totale devrait se stabiliser à des niveaux modérés (environ 40% du PIB) sur la période 2017-2020. Un assainissement budgétaire global et la hausse de l'exportation sont à prévoir également sur la même période. L'IDE et les transferts de capitaux devraient rester la principale source de financement extérieure et la couverture des réserves de change devrait rester stable.

LE MARCHE BOURSIER DE L'UEMOA EN 2016

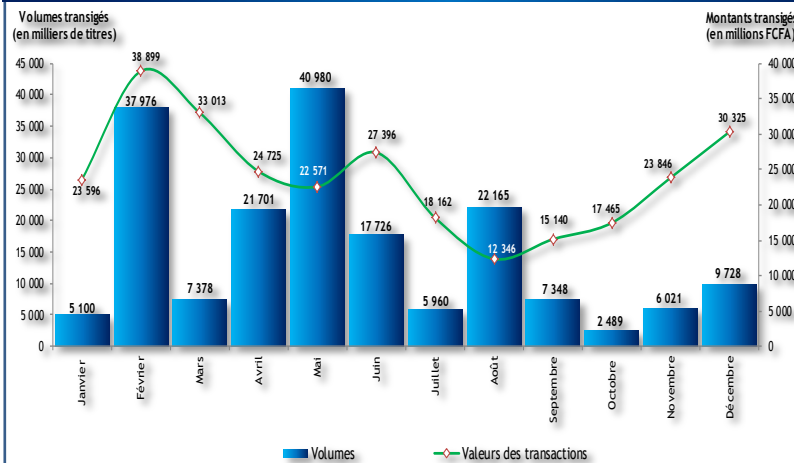
LES PERFORMANCES DU MARCHE (TRANSACTIONS ORDINAIRES)

Valeur totale des transactions (FCFA)	384 824 041 615
Volume transigé (titres)	193 549 190
Capitalisation/ Actions (FCFA)	7 706 268 710 490
Capitalisation/ Obligations (FCFA)	2 509 259 104 834
Price Earning Ratio (PER) moyen (x)	23,66
Ratio de liquidité moyen	33,75%

Evolution annuelle des indices



COMPARTIMENT-ACTIONS DE LA BRVM



Les cinq (5) plus fortes hausses de l'année

Titres	Var. Hebdo	+ Bas	+ Haut	Clôture	Valeurs transigées
VIVO ENERGY CI	▲ +116,22%	1 284	4 400	3 000	3 791 031 710
SGB CI	▲ +70,04%	120 000	168 235	146 000	14 223 175 355
SICOR CI	▲ +34,2%	13 000	15 020	11 100	43 592 275
BANK OF AFRICA BN	▲ +29,2%	130 000	310 000	167 995	5 572 136 090
SOGB CI	▲ +28,9%	25 000	38 000	33 000	879 069 225

Les cinq (5) plus fortes baisses de l'année

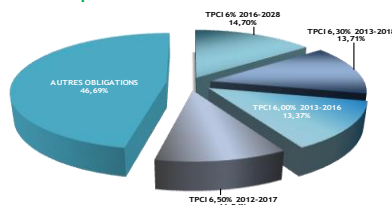
Titres	Var. Hebdo	+ Bas	+ Haut	Clôture	Valeurs transigées
ECOBANK TRANS. INC	▼ -47,92%	30 000	43 050	25	6 092 878 442
AIR LIQUIDE CI	▼ -45,00%	10 895	22 500	11 000	668 569 250
BANK OF AFRICA SN	▼ -40,51%	40 000	82 015	47 000	2 868 554 805
SETAO CI	▼ -33,59%	35 000	58 000	35 000	44 363 025
CFAO CI	▼ -31,87%	59 675	160 000	62 000	644 396 605

COMPARTIMENT-OBLIGATIONS DE LA BRVM

Les lignes les plus actives du mois

Titres	Volumes	Montants transigés (FCFA)
TPCI 6% 2016-2028	1 478 531	14 713 856 305
TPCI 6,30% 2013-2018	1 367 680	13 727 302 657
TPCI 6,00% 2013-2016	1 337 653	13 384 502 405
TPCI 6,50% 2012-2017	1 154 755	11 551 511 480
AUTRES OBLIGATIONS	4 773 102	46 749 893 589
Cumul	10 111 721	100 127 066 436

Répartition des transactions en valeur



Physionomie du marché en 2016

2016 s'apprécie comme l'année de la maturité pour la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM).

L'indice composite du marché régional qui, avec une hausse de 17,7% au 31 décembre 2015, avait porté ce marché financier à la tête des bourses africaines, affiche au 30 décembre 2016 une baisse de 3,87%. L'indice BRVM 10 qui regroupe, quant à lui, les dix entreprises les plus performantes du marché a reculé de 9,79% sur la même période. Cette baisse des performances indicielles pourrait s'expliquer par les prises de bénéfices effectuées par les investisseurs, notamment individuels, après plus de trois années de croissance des plus-values. Cette situation pourrait également s'expliquer par les contreperformances, en milieu d'année, des titres ECOBANK, SONATEL et ONATEL qui représentent une part importante de la capitalisation boursière globale du marché. Cependant, si on a pu observer un léger redressement de la situation en fin d'année, pour les titres SONATEL et ONATEL, la valeur ECOBANK a encore tardé à donner de la lisibilité à ses investisseurs malgré les efforts qu'elle fournit en termes de communication financière.

La capitalisation boursière, en revanche, a repris du volume au 30 décembre 2016, à la faveur de l'introduction des titres SIB, Coris Bank International et SUCRIVOIRE, avec un niveau record atteint de 10 215 milliards FCFA, contre 9 078,89 milliards FCFA au 31 décembre 2015, soit une progression de 12,5%. L'année 2016 a également connu une forte animation enregistrant une valeur globale des transactions ordinaires de 384,82 milliards FCFA [pour toutes transactions confondues (sur dossiers, gré à gré, et autres) le montant s'établit à 409 milliards FCFA], en hausse de 21,5% par rapport l'enveloppe affichée au 31 décembre 2015.

Par ailleurs, bien que la BRVM ait perdu en termes de performance, elle s'est nettement bonifiée sur d'autres segments, notamment celui des nouvelles introductions en bourse. Elle est en passe de tenir le record de nouvelles offres publiques initiales effectuées en 2016 en Afrique, avec 4 nouvelles introductions (BOA Mali, SIB, SUCRIVOIRE et Coris Bank). En outre, elle est le premier marché financier africain à avoir introduit des obligations compatibles aux règles de la finance islamique (Sukuks) avec la cotation, au cours de cette année, de 5 titres « Sukuks » sur son Compartiment-Obligations.

La BRVM a, en outre, effectué son entrée effective dans l'indice des marchés frontières du groupe Morgan Stanley Capital International (MSCI). Il y bénéficiera, aux côtés d'autres marchés africains (Kenya, Nigeria, Maroc, Maurice et Tunisie), d'un accès aux liquidités plus large que ne lui a conféré jusqu'ici le MSCI Standalone, qui ne couvrait techniquement que trois pays, à savoir le Sénégal, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire. Une montée en puissance qui devrait donner plus de punch à la liquidité du marché financier de l'UEMOA dans les années à venir.



Brèves du Compartiment-Actions

Des performances appréciables pour un grand nombre de titres et des flux transactionnels en nette progression.

Bien qu'ayant enregistré au cours de l'année 2016, 4 nouvelles introductions sur sa cote (faisant passer le nombre de sociétés cotées de 39 à 43), le Compartiment-Actions a été faiblement animé, drainant une enveloppe de 284,8 milliards FCFA sur de faibles volumes (plus de 183 millions de titres transigés contre 832 millions en 2015, soit un important repli de 78%). La capitalisation du marché des actions s'est toutefois, hissée à plus de 7 706,67 milliards FCFA contre 7 499,67 milliards FCFA en 2015, soit une augmentation de 2,75%. La palme de la meilleure performance sur le compartiment est revenue au titre VIVO ENERGY, qui s'est octroyé après son fractionnement le 11 novembre 2016, une plus-value record de plus de 100%.



Brèves du Compartiment-Obligations

Année en fanfare pour le Compartiment-Obligations avec un niveau de liquidité record, comparé à l'année précédente

Le flux transactionnel sur le Compartiment-Obligations a connu une forte accélération au cours de l'année 2016. Le Compartiment a vu la sortie de la cote du titre «CAA BENIN 6,50% 2011-2016» et l'introduction sur sa cote de 5 sukuks (2 de la Côte d'Ivoire, 2 du Sénégal et 1 du Togo).

Le Compartiment-Obligations enregistre une enveloppe de plus de 100 milliards FCFA (en progression de 73,73% comparé à 2015) pour un volume de 10 millions de titres échangés (en hausse 34,67% par rapport à 2015).

La capitalisation du marché des obligations connaît également une embellie de 58,89% et s'élève à plus de 2 509,26 milliards FCFA, contre 1 579,23 milliards FCFA en 2015.



Perspectives du marché

D'importantes actions prévues pour l'année 2017 sur le marché financier

Le marché sera fortement impacté par des résultats 2016 en demi-teinte des entreprises cotées, compte tenu du ralentissement d'activité dans la plupart des pays de la zone UEMOA, notamment en Côte d'Ivoire. Il est également annoncé l'introduction à la BRVM de NSIA Banque dans les mois à venir. Les investisseurs souhaiteront donc se constituer des provisions pour certainement acquérir les titres qui seront émis. Il est à craindre que leurs choix ne puissent favoriser de nouvelles purges sur le Compartiment-Actions. La BRVM annonce également l'ouverture en 2017 d'un compartiment dédié aux PME qui favorisera certainement d'importants mouvements de capitaux. Toutes ces mesures semblent annoncer des perspectives meilleures pour la BRVM en 2017.

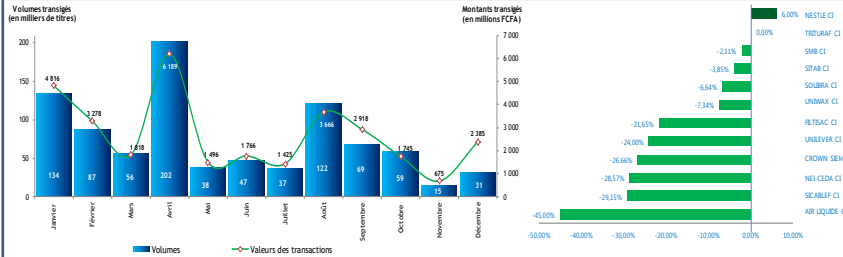
LES SECTEURS A LA BRVM EN 2016

LES PERFORMANCES DES SECTEURS



Aperçu général des secteurs en 2016

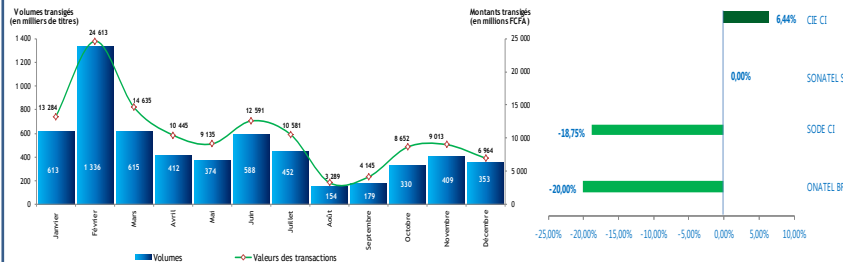
Secteur Industrie à la BRVM en 2016



Le secteur Industrie

Le secteur INDUSTRIE de la BRVM regroupe des entités manufacturières relevant de plusieurs domaines d'activité (agro-industrie, métallurgie, textile, édition...). Ce secteur compte 12 sociétés, dont une est en voie de liquidation (TRITURAF CI). Ces entreprises, dans leur grande majorité, sont leaders dans leurs différents domaines d'activité. Après plusieurs années de croissance soutenue, le secteur enregistre en 2016 un repli de 9,9%, avec un indice qui passe de 173,46 points fin 2015 à 156,91 points à la clôture de l'année 2016. Cette baisse de performance sectorielle est en ligne avec une baisse de la performance commerciale de la grande majorité des sociétés du secteur qui se traduit par la baisse sensible de leurs chiffres d'affaires à fin juin 2016 comparés au premier semestre 2015: SICABLE (-29,5%), FILTISAC (-14,19%), NEI-CEDA (-61,78%), NESTLE (+6,86%), CROWN SIEM (-1,37%), AIR LIQUIDE (en baisse), SOLIBRA (+12,01%), SMB (-30,92%), SITAB (-7,9%), UNILEVER(+2,74%) et UNIWAX (+2,07%). On note par ailleurs une baisse de performance sur l'année 2016 de la quasi-totalité des titres du secteur, hormis le titre NESTLE qui émerge avec une plus-value annuelle de 6%. Le secteur engrange en 2016, un montant et des quantités transactionnels en baisse respectivement de 16,86% à 32,17 milliards FCFA et de 19,56% à plus de 897 mille titres. La capitalisation du secteur ressort donc au 30/12/2016 en repli de -9,52% à 790 milliards FCFA.

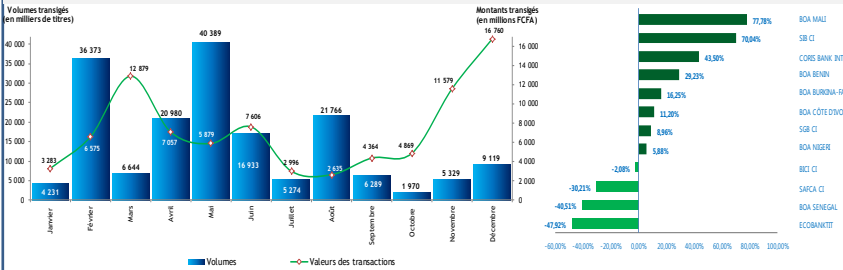
Secteur SERVICES PUBLICS à la BRVM en 2016



Le secteur Services Publics

Ce secteur regroupe 4 sociétés dont 2 sont de droit ivoirien (SODECI et CIE), 1 de droit burkinabé (ONATEL) et 1 de droit sénégalais (SONATEL). Ces sociétés assurent des activités d'intérêt général (le service public) sous le contrôle étroit des autorités des pays où elles interviennent. A ce titre, les profits réalisés par ces entreprises sont souvent influencés par les pouvoirs politiques (taxes, impôts, homologation des tarifs...). Secteur phare de la BRVM, eu égard à la solidité du titre SONATEL (meilleure capitalisation du marché et titre le plus liquide du marché), le secteur enregistre cependant, un léger repli en 2016 de son indice (-3,20%) à 791,49 points. Hormis la CIE qui n'a communiqué aucun chiffre sur son activité en juin 2016, toutes les sociétés du secteur ont enregistré une croissance sensible de leur chiffre d'affaires par rapport au 31 juin 2016: SONATEL (+2,15%), ONATEL (+13,17%) et SODECI (+10,17%). Le montant transactionnel du secteur en 2016, sont en forte progression, comparés à 2015, respectivement de 79,67% à plus de 175 millions de titres et 89,22% à 86,4 milliards FCFA. La capitalisation du secteur ressort en hausse de 11,29% à 2 270,4 milliards FCFA.

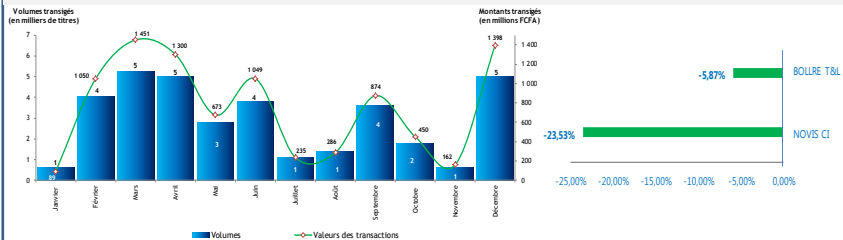
Secteur FINANCES à la BRVM en 2016



Le secteur Finances

12 banques composent ce secteur, dont 6 sont membres du Groupe BMCE, 1 du Groupe ATTJARIWAF (la SIB qui a fait son entrée sur la cote le 27 octobre 2016) et 1 établissement financier (la SAFCA). Le secteur est resté très dynamique suite à l'admission sur le marché des actions SIB et CORIS BANK. Le secteur enregistre en 2016, une balance des variations tirée vers le haut avec 8 titres en hausse contre 4 baisses. Le volume et l'enveloppe transactionnelles du secteur en 2016, sont en forte progression, comparés à 2015, respectivement de 79,67% à plus de 175 millions de titres et 89,22% à 86,4 milliards FCFA. La capitalisation du secteur ressort en hausse de 11,29% à 2 270,4 milliards FCFA.

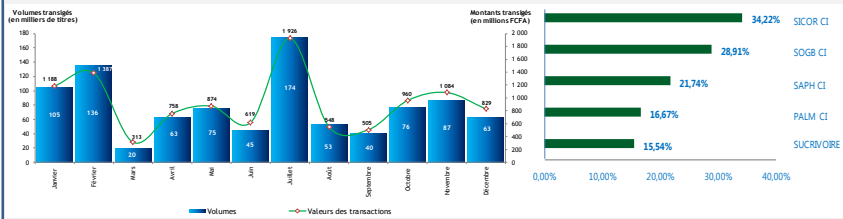
Secteur TRANSPORT à la BRVM en 2016



Le secteur Transport

Le secteur Transport de la BRVM regroupe 2 sociétés concurrentes exerçant dans le transit maritime et aérien de marchandises, la consignation et bien d'autres activités connexes: BOLLORE T&L et MOVIS CI. L'indice du secteur est resté très sensible aux orientations du titre BOLLORE en 2016. Ainsi, l'indice du secteur a connu un repli de 6,1% en 2016, en ligne avec celui du cours du titre BOLLORE T&L (-5,87%) et malgré un résultat à mi-parcours 2016 de ladite société en hausse de 2,74%. Le flux transactionnel en 2016 du secteur enregistre une valeur en hausse de 41% à 9,02 milliards FCFA, tandis que le volume transigé est en baisse de 17,98% à plus de 34 mille titres. La capitalisation boursière restée stable autour de 326 milliards FCFA en 2016.

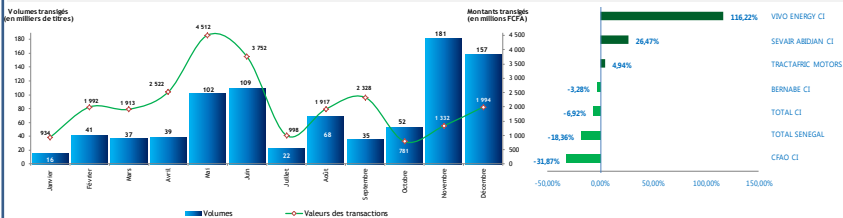
Secteur AGRICULTURE à la BRVM en 2016



Le secteur Agriculture

Secteur regroupant 5 sociétés agro-industrielles de droit ivoirien, dont le dernier à y faire son entrée le 20 décembre 2016 est SUCRIVOIRE. Le secteur a été fortement impacté par la baisse du cours des matières premières au niveau international. Cependant, grâce à l'admission de SUCRIVOIRE l'indice du secteur a gagné 24,8% à 217,49 points par rapport à 2015. Le flux transactionnel du secteur a enregistré un repli de 11,82% à 10,99 milliards FCFA et sa capitalisation se bonifie de 23,5% à plus de 331 milliards FCFA.

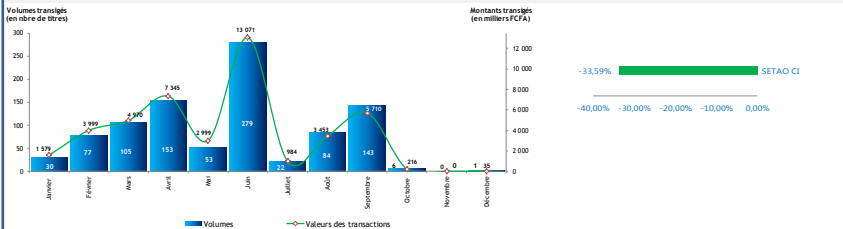
Secteur DISTRIBUTION à la BRVM en 2016



Le secteur Distribution

Ce secteur est composé de sociétés de distribution de produits pétroliers, automobiles et de matériaux, en majorité, filiales de grands groupes français. L'indice et la capitalisation boursière de ce secteur ont enregistré de légères progressions en 2016, respectivement de 3,7% à 600,89 points et de 6,88% à 800,9 milliards FCFA. La volumétrie a connu, en revanche, une baisse de 6,54% à 24,97 milliards FCFA.

AUTRES SECTEURS à la BRVM en 2016



Autres secteurs

Secteur peu dynamique, ne regroupant qu'une seule société intervenant dans le BTP (SETAO CI). Le flux transactionnel et la capitalisation boursière de ce secteur sont en baisse respectivement 68,59% 44 millions FCFA et de 33,59% à 4,7 milliards FCFA par rapport à 2015.

Avertissements

Ce présent bulletin est diffusé à titre purement informatif et ne constitue, en aucune façon, un document de sollicitation en vue de l'achat ou de la vente d'instruments financiers à la BRVM. Tout investisseur doit se faire son propre jugement quant à la pertinence d'un investissement dans une quelconque valeur mobilière. Les actions scindées se fondent sur un modèle très simple, qui permet à l'investisseur de choisir un placement qui rapporte un revenu plus élevé ou un placement avec effet de levier évoquée dans ce bulletin, en tenant compte des mérites et des risques qui y sont associés, de sa propre stratégie d'investissement et de sa situation légale. Les performances passées et données historiques ne constituent, en aucun cas, une garantie du futur. Du fait de la présente publication, ni Atlantique Finance, ni aucun de ses dirigeants ou collaborateurs ne peuvent être tenus responsables d'une quelconque décision d'investissement.